

**Quelques points à souligner dans une excellente analyse sur la crise en Ukraine, de la plume de [Pál Dunay](#), directeur de programme au Geneva Centre for Security Policy (et ancien directeur de l'Institut hongrois des Affaires internationales).**

**Premièrement, calendrier oblige, sur le référendum en Crimée prévu pour dimanche prochain, et ce qui s'en suivra. Pour M. Dunay, la Crimée en tant qu'Etat indépendant « serait bien entendu un pseudo-Etat, incapable de survivre sans le cordon ombilical de Moscou ». Les résultats du référendum sont d'ailleurs connus d'avance, puisque « 58% de la population est d'origine russe ».**

D'après l'analyste, « Ce sera la troisième fois en 15 ans que les relations entre la Russie et l'Occident traverseront une phase de tension. Après le Kosovo en 1999, la Géorgie en 2008, vient la Crimée en 2014. Toutefois, personne ne va défier directement un Etat doté de plus de 8000 armes nucléaires. Il y aura un nouveau status quo. Le prestige de l'établissement politique russe va diminuer encore plus en Occident. Mais la confrontation politique avec l'Occident va augmenter la popularité du président Poutine dans son pays ». Encore plus, pourrait-on y ajouter là aussi.

Pour ce qui est de la situation en Ukraine même, l'expert hongrois n'a pas beaucoup d'illusions. « Les politiques restent dans les mains des oligarches dont le soutien leur était essentiel pour arriver au pouvoir. Que ce soit en finançant leurs campagnes électorales ou en affaiblissant le pouvoir de leur prédécesseur. Même si une partie du soutien lors des manifestations est venue de l'extérieur, il y en avait aussi en provenance de forces internes et celles-ci vont un jour présenter la facture. »

De toute façon, fait-il remarquer, « Si on mettait derrière les barreaux tout le monde en Ukraine qui fut corrompu, conclût des accords qui n'étaient pas dans l'intérêt de l'Etat et abusa de son pouvoir politique à des fins d'enrichissement personnel, le pays serait obligé de créer une toute nouvelle classe politique en partant de rien ».

Pour conclure, M. Dunay tourne son regard vers l'avenir. « Le vrai problème, ce n'est pas la Crimée. C'est seulement un moment triste dans l'Histoire. [Le problème] c'est la région du Donbass de l'Ukraine, les centres minières et industriels de Kharkiv à Donetsk. Que fera Moscou quand ces parties-là de l'Ukraine voudront elles aussi se joindre à lui ? Comment la Russie empêchera-t-elle cela ? Elle devrait déjà commencer à modérer les espoirs de la population russe dans ces foyers démographiques ».